«Vive Président Bukele !»
Que nous dit ce cri sur Haïti ?

Il y a des cris de joie qui racontent davantage qu'une victoire. Ils révèlent parfois des années de souffrance, d'attente et de désillusion.

Depuis quelques jours, des images venues d'Haïti montrent des citoyens applaudissant des militaires salvadoriens et scandant le nom d'un président étranger : «**Vive Président Bukele** ! » À première vue, la scène pourrait sembler paradoxale dans un pays dont l'histoire demeure indissociable de la conquête de son indépendance. Mais avant de juger ces acclamations, peut-être faudrait-il comprendre ce qu'elles signifient exactement. **Que reste-t-il de la confiance d'un peuple quand sa sécurité semble dépendre de l'intervention d'autrui ?**



Peuple remerciant le président Bukele pour son intervention....png

Depuis plusieurs années, la violence bouleverse le quotidien des Haïtiens. Des familles ont abandonné leurs maisons, des enfants ont perdu leurs écoles, des commerçants, leurs moyens de subsistance. Sortir de chez soi, emprunter une route ou simplement rentrer vivant après une journée de travail sont devenus, pour quelques-uns, des préoccupations permanentes.

Quand la peur finit par organiser l'existence, elle transforme aussi le regard porté sur le pouvoir et sur ceux qui promettent de rétablir la sécurité. **Quand un peuple acclame un dirigeant étranger qui se soucie de sa sécurité que ses propres institutions ne parviennent plus à garantir, il ne célèbre pas nécessairement une puissance étrangère. Il exprime plutôt, pour ainsi dire, l'immensité de son abandon.**

Ce cri peut traduire l'espoir, le soulagement, mais également une profonde désillusion envers les institutions nationales. Sans représenter nécessairement l'opinion de tous les Haïtiens, il révèle chez ceux qui l'expriment une aspiration fondamentale : **retrouver une existence normale**.

Il est à noter que les peuples ne demandent pas toujours des miracles à leurs gouvernants. Ils souhaitent tout bonnement dormir sans craindre les coups de feu, envoyer leurs enfants à l'école, travailler et circuler librement. Autrement dit, vivre.

Haïti est née d'une conquête historique de la liberté. En 1804, ses fondateurs ont affirmé au monde le droit d'un peuple à décider de son destin. Mais plus de deux siècles après cette victoire, une question douloureuse s'impose : **que signifie l'indépendance pour un citoyen qui ne peut plus exercer librement ses droits les plus élémentaires sur son propre territoire ?**

La souveraineté ne se résume pas à un drapeau, à un hymne national ou à des frontières reconnues. Elle implique également la responsabilité de protéger les citoyens, de garantir leurs droits et de faire respecter les lois. Or, lorsqu'un État peine durablement à remplir ces obligations en question, la confiance s'érode. Et dans le vide laissé par cette confiance perdue peuvent naître de nouvelles attentes, parfois tournées vers l'extérieur.

C'est pourquoi les acclamations adressées au président salvadorien mériteraient d'être comprises non seulement par la majorité des Haïtiens, mais aussi par les ennemis du peuple. Ces acclamations nous invitent à réfléchir à la relation fragilisée entre les citoyens haïtiens et leurs institutions.

Après tout, si une intervention extérieure peut contribuer au rétablissement de la sécurité, elle ne saurait remplacer durablement la responsabilité nationale. Une paix véritable exige aussi une justice fonctionnelle, des institutions crédibles et des perspectives économiques permettant aux citoyens de reconstruire leur existence.

L'aide extérieure et la souveraineté ne sont donc pas nécessairement incompatibles. L'enjeu est de savoir si cette assistance permettra à Haïti de retrouver progressivement les moyens d'assurer elle-même la protection de sa population.

Le cri «**Vive Président Bukele !**» pourrait ainsi être entendu comme un message adressé, au-delà du dirigeant salvadorien, à tous ceux qui exercent le pouvoir en Haïti : nous voulons retrouver nos rues, nos maisons, nos écoles, nos marchés et cette liberté ordinaire dont nous avons été si longtemps privés. Nous voulons cesser d'avoir peur. Nous voulons, en bref, retrouver confiance.

Il viendra peut-être un jour où les rues d'Haïti ne résonneront plus des cris de peur, mais des conversations ordinaires d'un peuple qui aura retrouvé le droit de vivre. Ce jour-là, l'essentiel ne sera pas seulement de savoir qui aura contribué à rendre cette liberté possible, mais si les institutions haïtiennes auront retrouvé la capacité de la préserver.

À noter que **la véritable souveraineté ne se mesure pas uniquement à la liberté qu'un peuple a conquise dans son histoire, mais surtout à celle que ses citoyens peuvent exercer jour après jour.**



Pour La Voix du Port
Indran Amirthanayagam
Animateur de la Chaine de la poésie
en Youtube https://youtube.com/user/indranam

Poème empreint d'histoire

Régler ses comptes, permettre
que cette histoire barbare
soit racontée même des années après

les atrocités, rédiger une critique
au-delà de la diffusion du livre,
pour que ces mots critiques

fassent partie des archives
du journal, soient reconnus
par de nouveaux lecteurs,

bien que les poèmes n'aient pas
arrêté les bombes, ils seront lus
désormais comme faisant partie

du récit historique, afin qu'on sache
qu'ils n'ont pas été composés en vain.

Indran Amirthanayagam dr 8 novembre 2026
Auteur de Une lettre aux résidents du monde
(L'Harmattan, 2026)

Et c'est peut-être seulement, à ce moment, qu'Haïti pourra célébrer une victoire plus profonde encore : **celle d'un peuple qui n'aura plus besoin de chercher ailleurs la protection qu'il devrait trouver chez lui.**

Michelle Latortue

Haïti : "Fòk Yo La"présente une série de débats et dix entretiens sur la place des femmes en politique…

PORT-AU-PRINCE, novembre 2026 (RHINEWS) – "Fòk Yo La" a présenté Politik se Zafè Fanm, un programme audiovisuel consacré à la participation des femmes à la vie politique haïtienne. Le projet réunit une série de débats animée par Ruth D. Valmyr et dix entretiens menés par la journaliste Monique Clesca avec des femmes qui ont occupé ou cherché à occuper des postes de décision à l'échelle locale ou nationale.

« Malgré les avancées juridiques et les mobilisations féminines, les femmes demeurent largement sous-représentées dans les instances de pouvoir en Haïti », indique Fòk Yo La dans une note de presse. L'initiative entend examiner « les mécanismes concrets qui favorisent ou entravent l'accès des femmes au pouvoir » ainsi que les conditions dans lesquelles elles l'exercent.


photo:Courtoisie ONU/ Femmes Haitiennes...

La série principale aborde notamment le quota de 30 %, le financement des campagnes électorales, la protection des candidates et les violences auxquelles elles sont confrontées. Les débats portent aussi sur la place des femmes dans les partis et les institutions, le traitement médiatique de leur engagement et la manière dont leurs compétences et leur légitimité sont perçues. Le parcours d'Ertha Pascal-Trouillot figure parmi les sujets annoncés.

Dans le volet Chita Koze ak 10 Fanm Politik, les invitées reviennent sur leurs expériences au Parlement, dans les mairies, les ministères, les partis politiques ou les campagnes électorales. Elles évoquent leurs stratégies, leurs convictions et les changements qu'elles jugent nécessaires pour accroître la représentation des femmes. Certains entretiens sont réalisés à distance avec des participantes établies dans la diaspora.

À l'approche des prochaines élections, Fòk Yo La inscrit le programme dans « une démarche de sensibilisation et d'éducation citoyenne » et précise qu'il ne constitue pas « une plateforme de promotion partisane ou de soutien à des candidatures particulières ».

Produite par la Fondation Déclic avec le soutien de la W.K. Kellogg Foundation, l'émission est réalisée par Patricia Camilien et Monique Clesca. Sa diffusion est prévue sur les plateformes de Fòk Yo La et dans des médias partenaires. La diffusion des entretiens a été annoncée à partir du dimanche 25 octobre, à raison d'un épisode par semaine.



